

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°188 du lundi 06 septembre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Guinée

P.3

Les ministres, gouverneurs et préfets remplacés par les nouvelles autorités



Dépravation des mœurs

P.6

Un jeune mis aux arrêts pour avoir envoyé les photos de sa petite amie nue !



Renversement du régime Condé

Le FNDC applaudit des deux mains !

P.4



Dr Ousmane Touré décédé en Haïti

Ses amis pleurent un compagnon humble, généreux et dévoué

P.6

Enseignement supérieur

Une université "clandestine" fermée à Sonfonia-Casse

P.5

Eliminatoires Mondial 2022

Le match Guinée-Maroc reporté pour cause de coup d'Etat à Conakry

P.8

COUP D'ETAT

P.2

L'armée donne le coup de grâce au régime Condé



Edito à vue d'Aigle

La page Alpha se tourne à Sékhoutouréya

Le professeur Alpha Condé, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique", a accédé au pouvoir en 2010 suite à une transition plutôt mouvementée, conduite tour à tour par le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara et le général Sékouba Konaté...P2

Edito à vue d'Aigle



La page Alpha se tourne à Sékhoutouréya

Le professeur Alpha Condé, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique", a accédé au pouvoir en 2010 suite à une transition plutôt mouvementée, conduite tour à tour par le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara et le général Sékouba Konaté

Réélu en 2015 pour un second et dernier mandat constitutionnel, au terme duquel il aurait dû quitter le palais Sékhoutouréya, il a malheureusement fait modifier la constitution pour s'offrir un nouveau mandat, que d'aucuns qualifient de trop. La suite, on la connaît. En 2020 donc, en dépit d'une forte opposition du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) et les réserves diplomatiques des chancelleries occidentales, Alpha Condé, sans concours extérieur, a organisé un double scrutin référendaire et législatif dans un climat de violences sans précédent. Conséquences : des morts et des destructions de biens publics et privés ont été enregistrés à travers le pays, principalement dans les fiefs de l'opposition. Le 18 octobre 2020, il se fera élire pour un troisième mandat très contesté aussi bien par ses opposants que par les partenaires traditionnels de la Guinée. Des opposants au troisième mandat se sont fait arrêter par la suite et embastiller à la Maison centrale de Conakry. Des leaders politiques, non des moindres, ont été empêchés de sortir du pays, pour des motifs jugés légers par bon nombre d'observateurs de la scène sociopolitique guinéenne. Le dimanche 5 septembre 2021, soit près de onze ans après son accession au pouvoir, le professeur Alpha Condé a été renversé suite à un coup d'Etat piloté par le colonel Mamady Doumbouya, jusque-là commandant du Groupement des Forces Spéciales, considéré à juste raison comme l'unité d'élite de l'armée guinéenne. A la tête du Comité national de Rassemblement et de Développement, le nouvel homme du pays a remplacé les anciens ministres, gouverneurs, préfets et sous-préfets respectivement par les secrétaires généraux, les commandants de région, et les commandants d'unité. Le couvre-feu a été ramené à 20 heures, sur toute l'étendue du territoire national.

Officier breveté de l'Ecole de guerre, possédant plus de quinze années d'expérience militaire, notamment lors de missions opérationnelles (Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Djibouti, République Centrafricaine) et de protection rapprochée (Israël, Chypre, Royaume-Uni, Guinée), le tombeur d'Alpha Condé, le colonel Mamady Doumbouya, est marié et père de trois enfants. Il a brillamment accompli la formation de spécialiste en protection opérationnelle à l'Académie de Sécurité Internationale (Israël), et suivi le cours de formation des commandants d'unité à l'Ecole d'application de l'infanterie (E.A.I. - Sénégal), la formation d'officier d'Etat-major (E.E.M.L. - Libreville) et l'Ecole de guerre de Paris.

Kèfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège: Hamdalaye 2 C/Ratoma à coté de la mosquée Diakitéya - BP: 6184 Conakry - République de Guinée
Email: laigleinfosgn@gmail.com - Tél: (+224) 621 93 53 88 / 664 96 05 03

Directeur de Publication & Rédacteur en Chef Ali Kefina Diakité Tél: 224 621 93 53 88	Imprimeur Bilo Diaby Tél: +224 621 06 92 09 Imprimerie Warh Business Groupe
Secrétaire Général de la Rédaction Tidiane Diallo	Distribution L'Aigle Infos/Maison du Livre
Comité de Rédaction Aly Badara Condé, Tidiane Diallo, Jean Tiby Sangaré, Samory Keita, Ali Kefina Diakité	Mise en page Mohamed Lamine Camara Tél: (+224) 664 57 99 72 / 621 64 63 88
Service Commercial, marketing, abonnement, annonces & Pub Elie Tonguino	Edité par: Kefina sarl (société de regie, d'édition et de communication)

Dossier INAMO et Caisse de prévoyance

Abdoulaye Sow de l'USTG pointe un doigt accusateur vers la CNTG

L'USTG, version Abdoulaye Sow, a animé le vendredi 03 septembre, une conférence de presse au cours de laquelle la centrale syndicale a pointé un doigt accusateur vers la CNTG dans le processus de prélèvement des 5% du salaire des fonctionnaires et 2% de celui des retraités.



D'entrée de jeu, le camarade Abdoulaye Sow a indiqué que l'USTG mène le combat pour que les travailleurs guinéens soient protégés. « Donc, nous sommes pour la protection sociale parce qu'aujourd'hui, nos salaires ne nous permettent pas de nous soigner, de s'occuper de nos familles, de nos loyers, bref de

notre vie. Il faut un complément et ce complément est la protection sociale. Mais je voudrais vous rassurer que le processus a été biaisé », relève-t-il. Avant de pointer un doigt accusateur vers la CNTG dirigée par Amadou Diallo. « Le courrier qui a été adressé au gouvernement intitulé soi-disant Inter-centrale syndicale

CNTG-USTG, l'Inter-centrale n'existe pas. C'est pour tromper l'opinion. Tous les Guinéens sont aujourd'hui témoins du combat que nous menons avec la soi-disant centrale créée à Mamou. Nous nous opposons catégoriquement à ça. Ce document a été signé par des personnes qui n'ont pas la qualité. Sur les douze centrales qui existent en république de Guinée, il n'y a qu'une seule centrale qui a signé, c'est la CNTG. Les autres, ce sont des fédérations et quelquefois incompatibles... En coulisses, sans informer toutes les centrales, sans que ça ne soit inclusif, on coopte les copains et coquins, on prend l'argent du contribuable guinéen, on se transporte à l'intérieur du pays. On prend des chauffeurs, des cireurs de chaussures, on met dans une salle et on crie pour dire que tous les travailleurs guinéens sont d'accord. C'est un piège que nous rejetons aussi catégoriquement. Pourquoi on n'a pas appelé les autres centrales syndicales. Pourquoi ce n'est pas inclusif. Pourquoi les gens servent des intérêts cachés », a martelé Abdoulaye Sow, qui croit dur comme fer que l'INAMO et la Caisse de prévoyance sont pris en otage par la CNTG.

Tidiane Diallo

Criminalité

Un jeune poignarde son père et sa sœur à Labé

Le 03 septembre dernier, dans le quartier Daka 2 (commune urbaine de Labé), à cause d'une histoire de téléphone volé à son frère aîné, un jeune s'est permis de poignarder son père et sa sœur, en les blessant grièvement, l'un au bras, l'autre à l'avant-bras.

« Tout est parti d'une bagarre entre Mamadou Saliou et son grand frère. Saliou avait volé le téléphone de son frère. Donc nous lui avons tous demandé de le ramener, finalement il a ramené le téléphone. Mais très remonté ce matin, Mamadou Saliou, aux environs de 06 h du matin, a menacé de voler tout objet de son frère que ce dernier laisserait à sa portée. En ce moment, j'étais dehors. Comme ils se disputaient, je suis rentré dans la maison pour les calmer. C'est en ce moment que Mamadou Saliou a pris son grand

frère au collet. Immédiatement, ma fille et moi, nous avons tenté de les séparer. Directement, il est parti chercher un couteau, qu'il avait gardé quelque part. Il a dissimulé le couteau. Dès qu'ils se sont pris pour la seconde fois, j'ai pris un fouet pour les frapper, histoire de les séparer encore. Mais comme son grand frère l'avait pris en tenaille à la hanche, il a fait sortir le couteau. Donc en voulant tirer son frère pour le sauver, Saliou, avec force, m'a poignardé au bras. Comme il y avait beaucoup de cris, les gens sont venus.

J'ai été envoyé à l'hôpital, c'est là-bas que j'ai appris que ma fille aussi a été poignardée. », a témoigné le père. Un acte qui relance le débat sur les comportements délictueux voire criminels de certains jeunes guinéens, surtout que les parents, dans leur écrasante majorité et pour diverses raisons ont carrément démissionné dans l'éducation de leur progéniture, à leurs risques et périls. A méditer.

Tidiane Diallo

Coup d'Etat

L'armée donne le coup de grâce au régime Condé

Arrivé au pouvoir en 2021, comme premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante, le professeur Alpha Condé a vu son troisième mandat écourté le dimanche 5 septembre 2021, suite à un coup d'Etat dirigé par le colonel Mamady Doumbouya, celui qui était jusque-là le commandant du Groupement des Forces Spéciales, l'unité d'élite de l'armée guinéenne.



Lorsqu'il a été élu en 2010 à la magistrature suprême de la Guinée, le professeur Alpha Condé, l'opposant historique, avait suscité un immense espoir

chez ses compatriotes, qui, en un demi-siècle d'indépendance, avaient été maintenus dans la précarité à cause de la mauvaise gestion des affaires publiques.

Lors de son investiture devant un impressionnant parterre de chefs d'Etat et de Gouvernement, l'on s'en souvient, Alpha Condé a lancé le désormais mémorable

concept "Guinea is back" (la Guinée est de retour). Il avait solennellement promis d'être le Mandela de la Guinée. Mais hélas, les choses ne sont pas passées comme on l'aurait souhaité. Réélu en 2015 pour un second et dernier mandat constitutionnel, au terme duquel il aurait dû quitter le palais Sékhoutouréya, il a malheureusement fait modifier la constitution pour s'offrir un nouveau mandat, que d'aucuns qualifient de trop. La suite, on la connaît. En 2020 donc, en dépit d'une forte opposition du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) et les réserves diplomatiques des chancelleries occidentales, Alpha Condé, sans concours extérieur, a organisé un double scrutin référendaire et législatif dans un climat de violences sans précédent. Conséquences : des morts et des destructions de biens publics et privés ont été enregistrés à travers le pays, principalement dans les fiefs de l'opposition. Le 18 octobre 2020, il se fera élire pour un troisième mandat très contesté aussi bien par ses

opposants que par les partenaires traditionnels de la Guinée. Des opposants au troisième mandat se sont fait arrêter par la suite et embastiller à la Maison centrale de Conakry. Des leaders politiques, non des moindres, ont été empêchés de sortir du pays, pour des motifs jugés légers par bon nombre d'observateurs de la scène sociopolitique guinéenne. Le dimanche 5 septembre 2021, soit près de onze ans après son accession au pouvoir, le professeur Alpha Condé a été renversé suite à un coup d'Etat piloté par le colonel Mamady Doumbouya, jusque-là commandant du Groupement des Forces Spéciales, considéré à juste raison comme l'unité d'élite de l'armée guinéenne. Les anciens ministres, gouverneurs, préfets et sous-préfets ont été respectivement remplacés par les secrétaires généraux, les commandants de région, et les commandants d'unité.

Tidiane Diallo

Guinée

Les ministres, gouverneurs et préfets remplacés par les nouvelles autorités

Après s'être emparé du pouvoir dans la journée du dimanche 5 septembre, le Comité national de rassemblement et de développement (CNRD) dirigé par le colonel Mamady Doumbouya, a remplacé dans la foulée les anciens ministres, gouverneurs, préfets et sous-préfets, respectivement par les secrétaires généraux, les commandants de région, et les commandants d'unité.

« Le Comité National du Rassemblement et du Développement (CNRD) confirme la dissolution du gouvernement et de l'assemblée nationale.

A partir de ce jour, les Secrétaires généraux de tous les départements ministériels assureront la continuité des charges courantes. Les gouverneurs de régions sont remplacés par les commandants de région. Les sous-préfets et les préfets par les commandants d'unités de leurs localités.

Les ministres sont sortants et les anciens présidents des institutions sont conviés à une rencontre demain à 11 heures au Palais du peuple.

Tout refus de se présenter sera considéré comme une rébellion

contre le CRND.

Le CNRD appelle les fonctionnaires à reprendre le travail dès ce lundi.

Toutes les dispositions seront prises pour assurer la sécurité des paisibles citoyens ainsi que de leurs biens. Il est demandé à toutes les unités de l'intérieur de garder la sérénité et d'éviter les mouvements vers Conakry.

Les détachements de la gendarmerie routière et de la police doivent veiller au respect de ses mesures.

Par ailleurs, le couvre-feu est instauré à partir de 20 heures sur toute l'étendue du territoire national et ce jusqu'à nouvel ordre.

En informations complémentaires,



nous voulons rassurer la communauté nationale et internationale que l'intégrité physique et morale de l'ancien président n'est pas engagée.

Nous avons pris toutes les mesures pour qu'il ait accès à des soins de santé et qu'il soit également en contact avec ses médecins. Tout se passera bien. Le moment venu,

on fera des communiqués. », peut-on lire dans le communiqué du CNRD en date du 5 septembre 2021.

Tidiane Diallo

Renversement du régime Condé

Le FNDC applaudit des deux mains !

Dans une déclaration faite dans la journée du dimanche 5 septembre, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) a dit prendre acte de l'arrestation d'Alpha Condé par les Forces spéciales, mettant ainsi fin à son régime.



Le coup d'Etat réussi contre le régime d'Alpha Condé a été applaudi littéralement par une catégorie de Guinéens et certaines plateformes de la société civile et des formations politiques. C'est le cas notamment du Front national pour la Défense de la Constitution (FNDC) qui, à partir du 3 avril 2019, a fait des pieds et des mains pour empêcher le président Alpha Condé de modifier la Loi fondamentale du pays et de s'octroyer un troisième mandat. La suite, on la connaît. Malgré cette forte opposition des forces vives et les réserves des partenaires techniques et financiers, Alpha Condé a organisé le très controversé double scrutin référendaire et législatif le 22 mars et le scrutin présidentiel le 18 octobre de la même année. Ce

5 septembre 2021, un coup d'Etat piloté par le colonel Mamady Doumbouya du GFS a emporté finalement le régime d'Alpha Condé. Dans une déclaration faite dans la journée, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) a dit prendre acte de l'arrestation d'Alpha Condé par les Forces spéciales, mettant ainsi fin à son régime. « Ce dimanche 05 septembre 2021, l'armée guinéenne à travers le Comité National du Rassemblement et du Développement (CNRD) a annoncé l'arrestation du dictateur Alpha Condé.

Le FNDC observe cette situation qui prévaut actuellement dans notre pays et prend acte, notamment, de la déclaration faite par ce Comité militaire annonçant la dissolution de la « constitution

» du 3ème mandat et de toutes les institutions issues du coup d'Etat constitutionnel imposé au peuple de Guinée à travers la répression et un simulacre d'élections le 22 mars 2020.

Le FNDC rappelle que ce régime qui était dirigé par le dictateur Alpha Condé était illégitime et anticonstitutionnel.

La Coordination Nationale du FNDC informe de la tenue urgente d'une réunion entre les acteurs sociaux et politiques autour de la situation. L'opinion nationale et internationale sera informée des conclusions de cette rencontre.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons ! Conakry, le 05 septembre 2021 », lit-on dans le communiqué du FNDC.

Kèfina Diakité

Portrait

Qui est Mamady Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé ?

Depuis le 5 septembre 2021, le colonel Mamady Doumbouya est le nouvel homme fort de la Guinée, après son coup d'Etat réussi contre le professeur Alpha Condé. Qui est-il ?



C'est en 2018 que la plupart des Guinéens ont fait la connaissance de Mamady Doumbouya, alors le commandant du Groupement des Forces spéciales, une unité mise en place par Alpha Condé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. C'était lors du défilé militaire organisé à la faveur des festivités du 60ème anniversaire de l'indépendance de la Guinée au stade du 28-Septembre. C'est cet officier supérieur, au physique impressionnant, qui, dans la journée du dimanche 5 septembre, a donné le coup de

grâce au régime d'Alpha Condé. Il est marié et père de trois enfants. Officier breveté de l'Ecole de guerre, possédant plus de quinze années d'expérience militaire, notamment lors de missions opérationnelles (Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Djibouti, République Centrafricaine) et de protection rapprochée (Israël, Chypre, Royaume-Uni, Guinée), le colonel Mamady Doumbouya a accompli la formation de spécialiste en protection opérationnelle à l'Académie de Sécurité Internationale (Israël), suivi le cours de formation des commandants d'unité à l'Ecole d'application de l'infanterie (E.A.I. – Sénégal), la formation d'officier d'Etat-major (E.E.M.L. – Libreville) et l'Ecole de guerre de Paris. On le dit capable d'identifier et de désamorcer des situations à risque en restant calme face à un environnement hostile et une pression extrême. Il peut s'adapter et improviser face à toute situation qui demande une maîtrise de soi, une évaluation du risque et une prise de décision rapide. Le colonel Mamady Doumbouya est titulaire d'un Master 2 (bac + 5) défense et dynamiques industrielles à l'Université Panthéon Assas Paris II. Il est expert de la défense en management, commandement et stratégie. Instructeur commando, instructeur à la légion étrangère en France.

Une synthèse de Tidiane Diallo

Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays. "Kefinafasso" se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde. L'objectif visé est de se positionner

dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale.

L'administration et la rédaction du site "kefinafasso" se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender

et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations.

La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui débale le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère

et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site "kefinafasso" ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

CNRD

Les premières annonces de la junte au pouvoir à Conakry

Le colonel Mamady Doumbouya est devenu le dimanche 5 septembre 2021 le nouvel homme fort de la Guinée, après avoir renversé le régime d'Alpha Condé, en place depuis 2010.



Dans ses premières déclarations, publiées d'abord sur les réseaux sociaux puis diffusées à la télévision nationale, le désormais ancien commandant du Groupement des Forces spéciales, le colonel

Mamady Doumbouya, a eu des mots assez durs pour décrire la situation catastrophique dans laquelle vit la Guinée depuis des années. Il a promis de lutter contre les maux qui ont pour noms : la gabegie

financière, la politisation à outrance de l'administration publique, la pauvreté et la corruption endémique. « La personnalisation de la vie politique est terminée. Nous allons mettre en place une transition

transparente et inclusive. Nous allons mettre en place un système qui n'existe pas. Ce système, il faut qu'on soit tous ensemble... Il y a eu beaucoup de morts, beaucoup de blessés, et beaucoup de larmes. Nous allons tous nous asseoir pour rédiger une constitution qui est adoptée à nos réalités, capable de régler nos problèmes parce que si vous voyez l'état de nos routes, vous voyez l'état de nos hôpitaux, vous vous rendez compte qu'après 62 ans d'indépendance, il est temps qu'on se donne la main », a déclaré le nouvel homme fort du pays. Parlant de la dissolution de la constitution, le colonel Mamady Kourouma dira ceci : « c'est vrai, nous avons dissous la constitution. Nous allons

dissoudre les institutions. Avec tous nos camarades, nous allons trouver la solution pour sortir de cette gabegie ». Il a par ailleurs demandé à ses frères d'armes des unités de toute la république de se mettre au côté du peuple cette fois-ci pour aider le peuple de Guinée. « Nous invitons chacun en ce qui le concerne pour continuer les activités régaliennes en protégeant la population et en assurant sa sécurité... Nous allons engager une concertation nationale pour une transition inclusive et apaisée. Plus personne ne doit mourir pour rien », martèle le président du Comité national de Rassemblement et de Développement (CNRD).

Kéfina Diakité

Enseignement supérieur

Une université "clandestine" fermée à Sonfonia-Casse

Située à Sonfonia-Casse, dans la commune de Ratoma, l'Université Alassane Dramane Ouattara (UADO), a été fermée le 1er septembre dernier par les autorités en charge de l'Enseignement supérieur. Une université qui ne serait pas dans les normes et dont la fermeture fait réagir aussi bien ses étudiants que le voisinage.



Ces dernières années, l'on assiste, du primaire au supérieur en passant par le secondaire et le professionnel, à une certaine prolifération des établissements privés aussi bien à Conakry que dans les villes de l'intérieur. Mais le hic est que certains de ces établissements évoluent en toute illégalité ou dans la clandestinité, avec toutes conséquences fâcheuses que cela comporte. C'est le cas par exemple de l'Université Alassane Dramane Ouattara (UADO), située à Sonfonia-Casse, dans la commune

de Ratoma, qui a été fermée le 1er septembre dernier par les autorités en charge de l'Enseignement supérieur. Une université qui ne serait pas dans les normes et dont la fermeture fait réagir aussi bien ses étudiants que le voisinage. « Les hommes en uniforme accompagnés de quelques responsables sont venus, ils ont trouvé que les portes de l'université sont fermées. Donc comme eux aussi ils connaissent la loi, ils n'ont pas défoncé les portes, ils ont juste mis les cadenas à la porte. Vous-même, vous voyez les

chaînes à la porte non? Quand ils sont venus hier, il n'y avait personne puisque c'est les vacances. Moi, je suis dans ce quartier depuis plus de 10 ans. Ici c'était un logement et le propriétaire est décédé. C'est son fils qui a laissé la maison en location. Vous voyez non ? Il n'y a qu'un seul bâtiment et le rectorat dans la cour. Ils ont beaucoup d'étudiants ici quand même, ils ont une forte clientèle. On était très content de voir cette université dans ce quartier. Nous sommes vraiment déçus d'entendre que cette université n'est pas dans les normes. Ça nous fait mal puisque c'est l'avenir des enfants qui est en jeu », a confié un jeune habitant du quartier. « Je l'ai appris et je n'ai pas dit cela à mon mari d'abord. Ça me fait très mal. J'ai même honte de dire ça à mon mari, mes parents et à mes amis. Finir 3 années dans une université et on vous dit qu'elle n'est pas dans les normes. », a témoigné par sa part une étudiante de ladite université.

Kéfina Diakité

Dr Ousmane Touré décédé en Haïti Ses amis pleurent un compagnon humble, généreux et dévoué

Dr Ousmane Touré est décédé le 14 août dernier en mission en Haïti, dans un séisme. Lors de la levée de son corps qui a eu lieu le vendredi 3 septembre 2021 à l'hôpital sino-guinéen, ses amis, par la voix de Dr Sory Condé, ont tenu à lui rendre un hommage mérité.

« Cher Dr Ousmane TOURE, aujourd'hui le rire n'est plus, mais nous, nous sommes tous là, pour te dire qu'au-delà de la mort, nous t'aimons et nous serons fidèles à ton message de vie. Il me revient non pas l'honneur, mais la peine immense, de dire quelques mots pour honorer ta mémoire mais je sais qu'elle vit toujours dans les esprits et les cœurs de toutes celles et ceux, nombreux, qui t'aiment.

Nous sommes là pour te dire adieu, Ousté ! Toi, Ancien élève des écoles Alseny TOURE Cobra, Bellevue Tito, Collège 2 Donka et Lycée Donka, Ancien étudiant de la 44ème promotion de la Faculté de Médecine, promotion Moussa Dadis CAMARA de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, de l'Université Aix Marseille de France, de l'Université de Genève, de l'Institut Kalu d'Espagne,

Héros de la lutte contre la poliomyélite, la fièvre jaune, la MVE, la COVID-19, ... en Guinée, en RDC, et en Haïti, membre influent et respecté du CESSPHAM, d'APROSAG, du Collectif de la P44,

A partir du front en Haïti, tu pars avant nous, nous rappelant que nous ne sommes qu'une infime partie de l'univers, une particule qui brille un temps, puis s'éteint. Nous rappelant

aussi qu'il faut jouir de chaque minute que nous passons sur cette terre.

Tu pars avant nous vers ce grand mystère qui se cache sous nos yeux fermés mais, comme Maurice Maeterlinck, nous pensons que la tombe n'est pas plus redoutable que le berceau car elle ouvre, elle aussi, sur un monde. Alors pour toi qui étais croyant, il ne fait pas de doute qu'une nouvelle vie commence. Une vie sereine, délivrée de la douleur qui reste là et nous étroit, nous, car comment te quitter sans pleurer, sans regretter l'ami fidèle et généreux, le collègue humble, agréable et joyeux, le compagnon dévoué et plein d'humour que tu as toujours été ?

C'est inondés de tristesse et de compassion que nous nous tournons vers tes frères et sœurs, tes parents et ta famille pour leur présenter nos plus sincères et respectueuses condoléances.

Dans ce train qui t'emporte, il y a tout un wagon de pensées et de fleurs que nous t'offrons mais nous gardons ton rire, ta bonne humeur et ta gentillesse pour toujours au fond de notre cœur.

Repose en paix, cher Ousté, les trains partent à l'heure et nous sommes tous des passagers... Nous nous reverrons ! Qu'Allah, le Miséricordieux, t'accueille dans son Paradis Éternel ! Amen. », a déclaré Dr Sory Condé, en guise de témoignage.

Tidiane Diallo

Kaloum

Des actes de vandalisme posés au ministère de la Communication

Dans la foulée de la prise du pouvoir par l'armée le dimanche 5 septembre, des individus malintentionnés n'ont trouvé mieux que d'aller vandaliser des locaux du ministère de la communication, du journal Horoya et de la RTG-Boulbinet. Des agissements à condamner avec la dernière énergie.



Le Groupement des Forces Spéciales, à sa tête le colonel Mamady Doumbouya, celui qui était jusque-là le commandant de l'unité d'élite de l'armée, a donné le dimanche 5 septembre le coup de grâce au régime d'Alpha Condé en place depuis 2010. Dans la foulée de cette prise de pouvoir par l'armée, des individus malintentionnés n'ont trouvé mieux que d'aller nuitamment

vandaliser les locaux du ministère de la Communication, du journal Horoya et de la RTG-Boulbinet. Des agissements à condamner avec la dernière énergie. Ils ont emporté ou détruit du matériel et des meubles qui se trouvaient dans ces structures étatiques: ordinateurs, documents, climatiseurs, fauteuils, etc. Mais à qui profite la destruction des biens et édifices appartenant à tous les Guinéens ? C'est la pertinente question que tout observateur sérieux serait tenté de se poser, suite à ces regrettables événements. Il est à espérer que les nouvelles autorités guinéennes mettront tout en œuvre pour faire changer positivement les mentalités pour que les uns et les autres se concentrent enfin et sérieusement sur le développement d'un pays qui, 63 ans après son

indépendance, éprouve toutes les peines du monde à sortir la tête de l'eau, au triple plan politique, économique et social.

La culture de la violence et de la destruction doit être bannie à jamais de notre quotidien. Les édifices publics n'appartiennent ni à un président de la République, ni à un ministre, encore moins à un directeur. Ce sont des acquis à préserver à tout prix et dans l'intérêt de tous. Vivement donc une prise de conscience aussi bien des populations civiles que des hommes en uniforme. Le pays n'a pas besoin de casseurs ou de vandales mais plutôt d'hommes et de femmes qui se battent pour son développement harmonieux.

Kèfina Diakité

Dépravation des mœurs

Un jeune mis aux arrêts pour avoir envoyé les photos de sa petite amie nue !

L'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM) a, le 2 août dernier, présenté à la presse un jeune homme de 29 ans, nommé Thierno, à qui il est reproché des faits de harcèlement et d'atteinte à l'image de la demoiselle Kadiatou.

Force est de constater, avec amertume, que la dépravation des mœurs prend de plus en plus de l'ampleur dans notre pays. Le 2 août dernier, l'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM) a présenté à la presse un jeune homme de 29 ans, nommé Thierno, à qui il est reproché des faits de harcèlement et d'atteinte à l'image de la demoiselle Kadiatou. Le Commissaire Ibrahima Arafac, Chef du département Protection Genre et Enfant de l'OPROGEM, indique que Kadiatou ayant décidé



de rompre définitivement ses relations avec Thierno, ce dernier aurait mis ses menaces à exécution en envoyant les photos de la fille nue à ses parents. Des accusations que réfute catégoriquement Thierno. «C'est à cause d'une accusation d'une fille que je suis

ici. Nous avons été ensemble pendant 6 ans, depuis 2014. Les 3 premières années, tout allait bien. Lorsque j'étais à Dakar en 2016, c'est elle même qui m'a envoyé des photos nues d'elle et avec son propre consentement. Quand je lui ai demandé pourquoi elle m'envoie ça, elle a répondu que c'est parce qu'on est distants et qu'ainsi je peux regarder ses photos en attendant mon retour. En 2017, je suis revenu et j'ai trouvé qu'elle a changé de comportement. Alors j'ai décidé d'arrêter avec elle. Elle utilisait déjà mon mot de passe avant ça, on

a le même compte qu'on utilisait ensemble. Le nom de son compte Kadiatou Diallo et moi aussi le nom de mon compte Thierno Sadou Bah. Comme j'ai décidé de ne plus la suivre à cause de son changement de comportement et que j'ai commencé à suivre une autre, elle a dit qu'elle allait me mettre dans des problèmes et que je m'en sortirai jamais », a confié à la presse Thierno, le jeune homme mis en cause dans cette affaire de mœurs.

Kèfina Diakité

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Détection du virus de Marburg en Guinée

Le ministre de la Santé tente de rassurer la population !

Le vendredi 13 août, en conférence de presse au siège de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-général Rémy Lamah, a tenté de rassurer la population par rapport à la récente détection du virus de Marburg en Guinée.



général Rémy Lamah, a tenté de rassurer la population par rapport à la récente détection du virus de Marburg en Guinée. « Le défunt du virus Marburg avait présenté depuis 3 ans, une démarche qui ne vivait pas avec les humains. Il était hors de la société, il s'attaquait aux bêtes, il agressé même son épouse qui l'avait quitté. Mais heureusement, après celui-ci, on n'a pas détecté de nouveaux cas », a révélé le ministre de la Santé, qui annoncera par ailleurs que selon les dernières informations reçues, le vaccin utilisé contre Ebola peut-être également utilisé pour le virus Marburg. « Donc, en collaboration avec les agents de l'ANSS et l'OMS, on peut procéder à la vaccination des personnes contacts de ce défunt du virus Marburg », indique-t-il. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-général Rémy Lamah, a tenu, à cette occasion, à rassurer la population. A l'en croire, toutes les mesures seraient prises, avec la collaboration de l'OMS et l'ANSS, pour contrôler la propagation de ce nouveau virus.

Tidiane Diallo

Après Ebola et le Covid-19, c'est le virus de Marburg qui vient d'être détecté dans la région forestière de la Guinée. Une nouvelle qui est loin d'être bonne pour la population guinéenne qui, ces dernières années, fait

face à une crise aiguë au double plan économique et sanitaire. Le vendredi 13 août, en conférence de presse au siège de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le médecin-

Vie de couple

Les méfaits de la jalousie démesurée !

Par jalousie, une femme mariée domiciliée au quartier Abattoir 3 à Kindia s'est donné la mort par pendaison le mercredi 11 août. Un acte unanimement condamné et sur lequel le secrétaire préfectoral des Affaires religieuses de Kindia, Elhadj Karamba Diaby, imam de son état, est revenu dans son sermon du vendredi dernier.



C'est avec stupeur que l'on a appris le mercredi 11 août, un cas de suicide à Kindia, précisément au quartier Abattoir 3. Par jalousie, Mariama Ciré Sylla, une femme

mariée, s'est donné la mort par pendaison, parce que son cher mari sortirait avec une autre femme. Un acte unanimement condamné et sur lequel le secrétaire préfectoral des Affaires religieuses de Kindia, Elhadj Karamba Diaby, imam de son état, est revenu dans son sermon du vendredi dernier. Il a rappelé qu'aucun être ne doit se donner la mort pour quelque raison que ce soit. « On ne doit pas ôter la vie d'une personne qui n'a pas fait un acte proportionnel à la mort. On ne doit pas se donner aussi la mort pour une raison quelconque, en tout cas, qui n'est pas du tout valable. On a appris qu'une femme se serait donné la mort par jalousie à Abattoir 3. Pourquoi mourir de la sorte? Nos sages ont raison de dire, elle s'est tuée pour un homme et plusieurs l'ont enterrée. Est-ce qu'il y a une raison pour se donner la mort de cette façon? Si tu es mariée avec quelqu'un qui ne t'aime pas et qui fréquente une autre, dis à tes parents qu'on vous sépare et marie-toi à un autre qui t'aime. Ce que nous allons dire à nos frères et sœurs, quiconque se donne la mort pour une raison quelconque n'aura que l'enfer comme récompense. Dire paix à son âme, on le dit par voisinage et la pitié, sinon c'est vraiment compliqué de partir ainsi. », a indiqué l'imam Karamba Diaby.

Kéfina Diakité

Tidiane Diallo

Espace médiatique guinéen

Le président de l'AJG relève le bas salaire des journalistes

Au cours d'une conférence de presse qu'elle a organisée le jeudi 2 septembre, pour présenter son nouveau bureau, l'Association des Journalistes de Guinée (AJG), présidée par Yamoussa Sidibé, a relevé le bas salaire des journalistes.



Dans son intervention de circonstance, Yamoussa Sidibé, l'ancien présentateur vedette du Journal télévisé sur la chaîne nationale, aujourd'hui président

de l'Association des Journalistes de Guinée (AJG), a déploré entre autres le fait que les journalistes s'attaquent par médias interposés ou sur les réseaux sociaux. Ce

qui, à ses yeux, n'est pas normal. « Le journaliste doit être un, être ensemble et se donner la main. Faire en sorte que nos intérêts soient défendus ensemble, que tout le monde comprenne l'intérêt de la pratique de ce métier. Qui pratique ce métier n'est pas un ouvrier, il est un artiste à respecter, c'est un intellectuel qui est un trait d'union entre les gouvernants et les gouvernés mais aussi entre les citoyens. C'est grâce aux journalistes qu'un fou peut répondre à un chef d'État. », a indiqué Yamoussa Sidibé, président de l'AJG. Et d'ajouter : « il est incompréhensible de voir aujourd'hui des journalistes qui perçoivent 500 000 GNF par mois et qu'un rédacteur en chef

soit payé à 2.000.000 GNF. Ce n'est pas normal, ça nous fragilise, ça nous empêche de pratiquer effectivement notre métier. Donc, c'est tout cela que l'association des journalistes de Guinée va s'appliquer à prendre en charge, pour que nous accordions tous (le pouvoir, les nantis) l'importance qu'il faut à ce métier et que nous puissions appliquer, exercer dans toute sa plénitude, dans le respect et la déontologie de la pratique de ce métier. » Reste à savoir maintenant si cet appel de Yamoussa Sidibé tombera dans de bonnes oreilles ou s'il n'aura fait que prêcher en plein désert. Attendons de voir.

Sénégal

Plusieurs partis d'opposition forment une nouvelle coalition sans le PDS

Une « grande coalition de l'opposition », qui regroupe notamment le Pastef d'Ousmane Sonko, Taxawu Senegal de l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall, ou encore le Parti de l'unité et du rassemblement (PUR), a été officiellement lancée ce jeudi 2 septembre. En ligne de mire : les élections locales de janvier prochain. Mais le PDS d'Abdoulaye Wade s'est d'ores et déjà démarqué de cette nouvelle alliance.

Avec pour logo un oiseau brisant une chaîne, la nouvelle coalition « Yewwi Askan Wi » (autrement dit « libérez le peuple »), en gestation depuis plusieurs mois, a été lancée dans une salle de conférence pleine à craquer avec les représentants d'une vingtaine de partis et mouvements politiques. Parmi eux, les têtes d'affiche, notamment Ousmane Sonko et Khalifa Sall, très applaudi à son arrivée. Un à un, les participants ont signé la charte de cette coalition avec comme mot d'ordre : « faire bloc » pour « mettre un terme à la gouvernance du régime de Macky Sall ».

Cette nouvelle entité est une coalition électorale. Ce qui implique que concrètement, pour les élections locales, les municipales et les départementales du 23 janvier, les signataires s'engagent à présenter une liste unique dans chaque commune, ville et département du Sénégal et à s'abstenir de présenter ou soutenir une liste concurrente. Pour les législatives, en théorie prévues en 2022, ils s'engagent à « poursuivre la dynamique unitaire ». Le texte prévoit de « voter des propositions de lois restaurant et garantissant l'ouverture démocratique, notamment en permettant à tous les leaders politiques de jouir de



leurs droits civiques et politiques arbitrairement confisqués. » Cela concerne directement Khalifa Sall et Karim Wade, qui restent inéligibles.

Une dynamique pour 2024

Idem jusqu'en 2024, pour la présidentielle où les signataires s'engagent, « le cas échéant, à soutenir le candidat du parti ou mouvement membre de la coalition qui serait qualifié pour le second tour, sous réserve de l'élaboration d'un programme minimal commun. » Dans tous les cas, les participants doivent « s'abstenir, individuellement, de tout compromis ou compromissions politiques avec le régime de Macky Sall », et « s'abstenir de tout acte ou propos

visant à jeter le discrédit sur la coalition ».

Une alliance officialisée après un long et discret processus rappelle l'un des signataires de la charte, Moussa Tine. « Neuf mois de discussions pour parvenir à nous mettre ensemble, ici. C'est un moment historique mais c'est aussi un moment très sérieux. Nous allons former un bloc parce que nous n'avons jamais eu au Sénégal une gouvernance aussi cynique. » Lors de la cérémonie de ce jeudi, il a assuré que les signataires n'étaient « pas dans des calculs politicien ». « On sait qu'une coalition est extrêmement difficile. Il y aura un choc des ambitions », reconnaît-il, « mais nous avons le défi d'y arriver pour régler les problèmes du

Sénégal. »

Des grands absents

Grand absent de la cérémonie : le Parti démocratique sénégalais d'Abdoulaye Wade. Le parti libéral a déploré dans un communiqué « plusieurs jeux dans l'ombre ainsi que des subterfuges (...) qui plombent toute initiative de cette nature ». « Nous avons été pris au dépourvu et déplorons la méthode », affirme un cadre du PDS, qui souligne qu'il « aurait fallu prendre le temps de convenir des modalités d'une alliance ». Et tirer les leçons du passé, souligne pour sa part Mamadou Diop Decroix, leader du parti AJ PADS, qui a décliné la main tendue de Khalifa

Sall. « Nous avons connu la déconvenue de 2017 à la veille des élections législatives. Nous étions partis pour une grande coalition et jusqu'à aujourd'hui, l'opposition n'a pas fait l'évaluation de cet échec. » Ne sont pas dans cette coalition non plus, la Convergence Bokk Gis Gis, le CRD, le Congrès de la renaissance démocratique, et la coalition Jotna.

« Les discussions restent ouvertes pour d'autres ralliements », affirment de leur côté les représentants de la nouvelle coalition, qui parlent d'un moment « historique ». Première échéance : les élections locales de janvier prochain, qui seront un test pour cette alliance hétéroclite, avant les législatives prévues -en principe- en 2022, puis la présidentielle de 2024.

« Amputée du PDS, elle a déjà du plomb dans l'aile », estime un observateur de la vie politique. « Même affaibli par des divisions, le parti d'Abdoulaye Wade conserve une forte capacité de mobilisation au niveau local ». Malgré tout, cette coalition est une « nécessité politique » et « un laboratoire », conclut un analyste. Les élections locales seront un test. Avant cela, se posera le problème crucial des investitures.

RFI

Eliminatoires Mondial 2022

Le match Guinée-Maroc reporté pour cause de coup d'Etat à Conakry

Dans le cadre des éliminatoires du Mondial de foot prévu en 2022 au Qatar, le Syli national de Guinée devrait accueillir ce 6 septembre 2021 à Conakry les Lions de l'Atlas (Maroc). Mais à cause du coup d'Etat du colonel Doumbouya contre Alpha Condé, la CAF et la FIFA ont décidé de reporter la rencontre à une date ultérieure.

Le coup d'Etat survenu le 5 septembre 2021 à Conakry a eu aussi des répercussions sur le plan sportif. Alors qu'un match de football entre les équipes nationales de la Guinée et du Maroc était prévu ce 6 septembre, cette rencontre comptant pour les qualifications de la Coupe du monde 2022 a

été finalement reportée par la Fédération internationale (FIFA) et la Confédération africaine (CAF). « La situation politique et sécuritaire actuelle en Guinée est très volatile et est étroitement surveillée par la FIFA et la CAF, indique un communiqué commun. Afin d'assurer la sécurité et la sûreté des joueurs

et de protéger tous les officiels du match entre la Guinée et le Maroc, prévu le 6 septembre à Conakry, la FIFA et la CAF ont décidé de reporter ce match à une date encore à définir ». C'est ce dimanche 5 septembre en effet que le Groupement des Forces spéciales dirigé par le colonel Mamady Doumbouya a

évincé du pouvoir le président Alpha Condé. La sélection marocaine de foot a alors dû quitter la Guinée sans jouer son match de qualification pour le Mondial 2022. Les deux équipes se disputent une place au dernier tour des éliminatoires africaines, avec celles de la Guinée-Bissau et du Soudan, dans le groupe

I. Lors de la première journée, les Marocains ont battu les Soudanais 2-0, tandis que les Guinéens et les Bissau-Guinéens ont fait match nul 1-1. Le Soudan et la Guinée-Bissau croiseront le fer le mardi 7 septembre à Omdurman, la ville jumelle de Khartoum.

Kèfina Diakité